

# **Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) appelle à la reconnaissance d'un « droit à l'accompagnement » pour les personnes vivant dans la rue**

Sous-titre

"Les personnes vivant dans la rue: l'urgence d'agir"

Date

Publié le 12/12/2018

Description

Le CESE a adopté aujourd'hui un avis dédié à l'urgence d'agir en faveur des personnes vivant dans la rue.

**838 000 citoyennes et citoyens Français ont décidé, ces derniers mois, d'alerter l'opinion publique sur la situation des personnes sans domicile, en signant cinq pétitions.** Chambre de la société civile organisée, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a décidé de s'emparer de ce sujet et de proposer des solutions concrètes pour remédier à cette situation désastreuse.

143 000 personnes (chiffres INSEE 2012) vivent aujourd'hui sans domicile fixe en France. A l'heure où la précarité sociale est la cause de nombreux maux dans notre société, **les plus démunis doivent être au cœur du combat pour la dignité de toutes et tous.**

Le CESE appelle ainsi l'Etat, les collectivités, la société civile organisée, les citoyennes et citoyens Français à se mobiliser et à s'engager ensemble dans l'action. Pour le CESE, **ces situations de grande exclusion devraient être déclarées grande cause nationale en 2020.**

Les besoins urgents sont nombreux. Le CESE s'est concentré sur les plus importants et les moins bien couverts aujourd'hui, et a structuré ses préconisations autour de 3 priorités :

## **Le CESE promeut l'objectif « zéro personne vivant à la rue sans accompagnement »**

Il préconise le développement d'un **maillage territorial d'équipes citoyennes** conçues comme des « accélératrices d'initiatives » qui permettraient de développer un réseau relationnel d'accompagnement personnalisé et organisé, à destination des personnes sans-domicile.

Le CESE souhaite que l'on **prohibe les dispositifs anti-SDF dans les espaces publics**, que l'on démonte ceux qui portent atteinte à la dignité humaine et que l'on développe des villes véritablement inclusives.

## **Le CESE considère qu'il faut d'abord répondre aux besoins urgents**

**Près de 37% des SDF sont des femmes** (chiffres INSEE 2012). Pour **assurer leur sécurité et garantir leur dignité**, le CESE préconise le développement de haltes de jour et de nuit à l'accueil inconditionnel, ainsi que des **places prioritaires** et sécurisées en hébergement. Ces places prioritaires seraient également ouvertes aux jeunes, de plus en plus nombreux à vivre dans la rue.

Pour le CESE, **chacune et chacun doit pouvoir disposer d'une adresse**. Pour cela, l'Etat doit assumer son rôle de pilote du dispositif et donner les moyens aux acteurs locaux à qui il délègue la domiciliation.

**Le CESE estime que la clef de l'accès ou du retour à une vie décente est celle du logement**

Pour le CESE, il convient de **donner la priorité à la production de logements très sociaux**, financés par les PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration), avec un objectif plus ambitieux de 60 000 logements, contre 40 000 actuellement.

Le CESE préconise également de **mieux mobiliser le parc privé et public à des fins très sociales**, grâce à l'intermédiation locative qui doit être simplifiée et facilitée.

Le CESE estime que toute la société doit changer de regard sur ces situations de grande pauvreté. À l'image de ces citoyennes et citoyens, célèbres et anonymes, photographiés par Marc Melki – dont les travaux, EXILS INTRA MUROS et ET SI C'ETAIT VOUS ?, sont exposés sur les grilles du palais d'Iéna – la société civile s'engage et se mobilise.

*Cet avis, rapporté par Marie-Hélène BOIDIN-DUBRULE (Groupe des Entreprises) et Stéphane JUNIQUE (Groupe de la Mutualité), pour la commission temporaire « Grande Pauvreté » du CESE, présidée par Martine VIGNAU (Groupe UNSA), a été présenté lors de l'assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental du 12 décembre 2018.*

*L'avis a été adopté en plénière avec 154 voix pour et 12 abstentions.*

Contact presse :

Godefroy Daubin

06 67 98 27 32

[godefroy.daubin@plead.fr](mailto:godefroy.daubin@plead.fr)

Fichier joint

[Télécharger](#)

© - copyright CESE - Juin 2024